



Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement
Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET
Tél. : 04 26 52 21 61
fax : 04 26 52 21 62
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°
PORTANT MISE EN DEMEURE
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**à l'encontre de la SARL Dame-Blanche dont l'élevage de volailles est
situé quartier Les Freydières à Barcelonne**

Le Préfet de la DRÔME
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°96/12 délivré le 19 novembre 2012 à la SARL Dame-Blanche pour la reprise de deux bâtiments auparavant exploités par M. RIMET et situés à Barcelonne et pour une capacité maximale de 40 000 animaux équivalents ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 19 janvier 2015 suite à la visite de l'élevage du 20 novembre 2014 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 janvier 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 15 avril 2015 précisant aux exploitants les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 11 décembre 2015 suite à la visite de l'élevage du 20 octobre 2015 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 décembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 20 octobre 2015 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé et que l'exploitant n'a pas mis en place à l'échéance du 31 juillet 2015 les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur. ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article

L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : la SARL Dame Blanche est mise en demeure :

- de mettre en conformité son installation vis-à-vis de l'article 13 de l'arrêté du 27 décembre 2013 en matière de protection externe incendie

au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la SARL Dame Blanche pour son site situé quartier Freydier à Barcelonne. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Barcelonne et tenue à disposition du public.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et le Directeur de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Le Maire de Barcelonne
- L'exploitant

Fait à Valence, le

Le Préfet,